

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**Portant modification des conditions de remise en état de la carrière de sables et graviers
située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault », exploitée par la société
CARRIÈRES MORIN sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne (37 220)**

SAIPP/BE n° 21 324

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1, L.511-1, L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°14334 du 5 janvier 1995 autorisant la société BIENVENU à exploiter une installation de traitement de matériaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15423 du 14 octobre 1999 portant mutation de l'arrêté n°14334 du 5 janvier 1995 au profit de la société SA RAGONNEAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001 autorisant les sociétés Carrières du Maine et de la Loire et SA RAGONNEAU à exploiter une carrière de matériaux sableux située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur la commune de Parçay-Meslay ;

Vu le courrier valant récépissé de changement d'exploitant du 6 décembre 2007 adressé par la préfecture d'Indre-et-Loire à l'exploitant, signifiant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995 et n°15817 du 17 janvier 2001 au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20045 du 19 décembre 2014 portant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995 et n°15817 du 17 janvier 2001 au profit LAFARGE GRANULATS FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°21095 du 31 décembre 2021 portant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995 et n°15817 du 17 janvier 2001 au profit de la société SEE RAGONNEAU et modifiant les conditions d'exploiter ;

Vu l'arrêté préfectoral n°21250 du 24 octobre 2023 portant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995, n°15817 du 17 janvier 2001 et n°21095 du 31 décembre 2021 au profit de la société CARRIÈRES MORIN ;

Vu la demande présentée le 24 mars 2022, complétée le 26 avril 2022 et le 17 juin 2022, par la société SEE RAGONNEAU, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Villiers » sur la commune de Dangé-Saint-Romain, en vue d'obtenir la modification des conditions de remise en état de la carrière de sables et graviers située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur la commune de Parçay-Meslay ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2023 portant décision après examen au cas par cas de la demande présentée le 24 mars 2022 par la société SEE RAGONNEAU (non soumis à évaluation environnementale) ;

Vu le courriel du 16 février 2024 de la société CARRIÈRES MORIN confirmant le maintien de la demande présentée le 24 mars 2022 par la société SEE RAGONNEAU ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 juin 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courriel du 22 mai 2024 ;

Vu le courriel du demandeur du 4 juin 2024 indiquant son absence de remarque sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant ne constituent pas une modification substantielle des conditions d'exploitation de la carrière ;

Considérant que les modifications des conditions de remise en état, sollicitées par l'exploitant, ont été soumises à l'avis du propriétaire de la parcelle concernée et au maire de la commune de Parçay-sur-Vienne ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1ER – BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

La société CARRIÈRES MORIN, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Ballastière » à Saint-Pierre-des-Corps (37700), autorisée à exploiter la carrière de sables et graviers située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des conditions de remise en état portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS

Article 2.1 – Liste des installations relevant de la loi sur l'eau

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001 est complété par les dispositions suivantes :

« La situation des installations au titre des rubriques des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités tel que prévu à l'article R.214-1 du code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-après.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau de la Blissière : 6,8 hectares	A

A : Autorisation »

Article 2.2 – Remise en état

L'article 12.2 relatif à la remise en état du site de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001 est complété par les dispositions suivantes :

« Plus particulièrement, la remise en état de la parcelle ZK41 consiste en une restitution à :

- L'état mixte boisé et agricole pour la partie Nord de la parcelle, avec notamment des boisements longeant la route départementale RD18 et les parcelles ZK31 et ZK56 ;
- L'état écologique, pour la partie Sud de la parcelle, avec la présence d'un plan d'eau, d'une surface de 6,8 hectares, dénommé Plan d'eau de la Blissière. »

Article 2.3 – Réaménagement

L'article 27 relatif au réaménagement de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001 est complété par les dispositions suivantes :

« Le plan d'eau de la Blissière, situé sur la partie sud de la parcelle ZK41, fait l'objet des aménagements suivants :

- Des zones enherbées et végétalisées, représentant 5 hectares, sont présentes tout autour du plan d'eau ;
- Un linéaire de haies arbustives et paysagères est planté tout autour du plan d'eau ;
- Un linéaire de haies arbustives et paysagères est planté sur 240 mètres le long de la voie communale 202 »

Article 2.4 – Plan de remise en état

Le plan de l'état final, présent en annexe de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001, est remplacé par le plan de remise en état, en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de PARCAY-SUR-VIENNE et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de PARCAY-SUR-VIENNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre et Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie 45057 ORLÉANS) dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement :

- Par le bénéficiaire dans un délai de deux mois ;
- Par les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- Un recours gracieux, adressé à monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire – service d'animation interministériel des politiques publiques – Bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9

- Un recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX

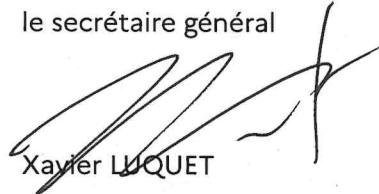
Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, monsieur le directeur général de l'environnement, de l'aménagement et du logement et monsieur le maire de PARCAY-SUR-VIENNE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIÈRES MORIN par lettre recommandée avec avis de réception.

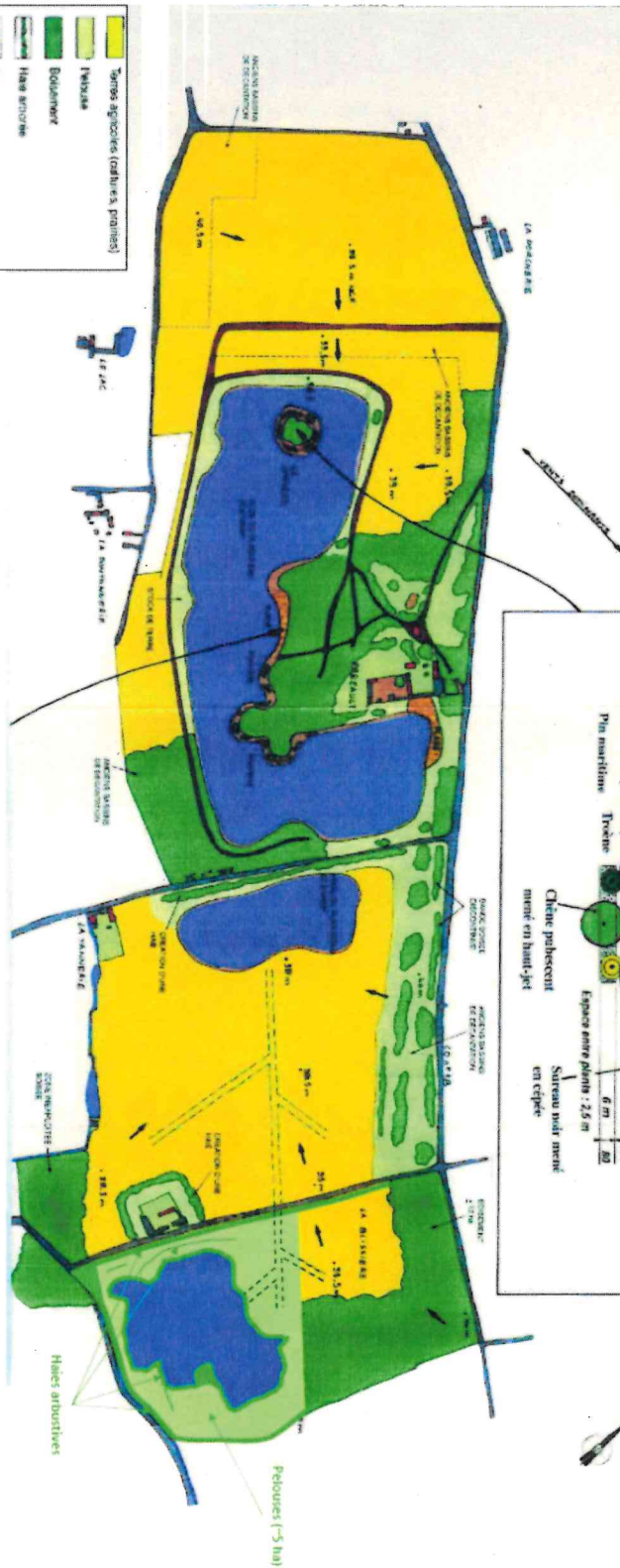
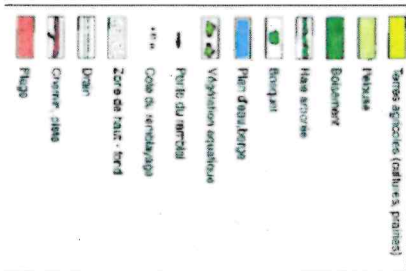
Tours, le **11 JUIN 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général



Xavier LIQUET

MODIFIER



MODULE DE BOISEMENT DE L'ITF

